



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement Grand Est
Unité départementale de la Marne
Direction départementale des territoires**

AP N° 2023-APC-12-IC

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant les arrêtés préfectoraux d'autorisation n° 89-A-28-IC en date du 27 juin 1989 et
complémentaire du 14 octobre 2005
concernant la Société France Luzerne implanté sur le territoire de la commune de Pogny**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;
VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89.A.28.IC du 27 juin 1989 autorisant la société France Luzerne à exploiter ses installations présent sur le territoire de la commune de Pogny ;
VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-APC-147-IC du 14 octobre 2005 relatif à l'étude de dangers du site ;
VU le porter à connaissance du 26 juin 2018 de la Société France Luzerne, demandant la régularisation de son installation d'ensachage ;
VU le porter à connaissance du 02 février 2022 de la Société France Luzerne, demandant la régularisation de son installation d'ensachage et la mise à jour de la nomenclature du site de Pogny ;
VU le compte-rendu de la réunion qui s'est tenue 18 novembre 2021 entre La Coopération Agricole Luzerne de France et la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 décembre 2022 ;
VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 3 janvier 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles.

CONSIDÉRANT que la mise en place d'une installation d'ensachage est de nature à modifier les conditions d'exploitation et qu'il convient, en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, de fixer à cette société les prescriptions techniques qu'elle doit respecter ;

CONSIDÉRANT que les mesures proposées par l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant demande des aménagements à certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et à l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que le risque d'explosion était déjà connu et pris en compte à la conception du silo plat accueillant aujourd'hui l'installation d'ensachage et que l'exploitant a transmis une étude de danger démontrant que le risque d'explosion est acceptable ;

CONSIDERANT que le projet de modification, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

Les conditions d'exploitation de l'installation de l'Union de Coopératives France Luzerne située sur la commune de Pogny, autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89.A.28.IC du 27 juin 1989 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-APC-147-IC du 14 octobre 2005, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 - ARTICLE MODIFIÉ – LISTE DES INSTALLATIONS

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2005-APC-147-IC du 14 octobre 2005 est remplacé par le tableau ci-après :

Rubrique	Désignation	Régime	Caractéristiques
2160-2-a	« Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³ »	A	Volume stocké : 148 800 m ³
2160-1-a	« Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ »	E	Volume stocké : 46 200 m ³
1510-2-b	« Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente	E	Volume de l'entrepôt (atelier d'ensachage) : 77 800 m ³ Comprenant : Palettes de bois vides, Granulés en sacs et en

	<p>nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ »</p>		bigbags, emballages vides (sacs, bigbags)
2260-1-a	<p>« Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx, 3610, 3620, 3642 ou 3660.</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure à 500 kW »</p>	E	Puissance nominale totale : 730 kW

A : Autorisation E : Enregistrement

Article 3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les aménagements, installations, ouvrages, travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Les installations présentes dans le silo plat sont considérées comme existantes et respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales du 22 octobre 2018 relatif aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique 2260 et du 17 avril 2017 relatif aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique 1510.

Article 4 – SILOS DE STOCKAGE GRANULES

L'article 12.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89.A.28.IC du 27 juin 1989 est complété comme suit :

L'atelier d'ensachage se situe au sein des silos à fond plat. Les granulés sont stockés en vrac au sein de boisseaux situés en amont des équipements d'ensachage, au sein de l'atelier. Les produits sont conditionnés en sac ou en bigbags, sur palette de bois, la hauteur maximale de stockage est de 3,4 m. En fonction des besoins d'exploitation, les silos plats peuvent retrouver leur fonction de stockage de granulés en vrac.

Article 5 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

L'article 12.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89.A.28.IC du 27 juin 1989 est complété comme suit :

L'activité est dotée de :

- fiches de description de poste et procédures qualité intégrant la marche dégradée et les produits non conformes ;

- fiches d'écart qualité et ordres de maintenance enregistrés avec suivis ;
- d'un registre de précurseur d'accidents. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition d'accidents ;
- un plan de défense incendie est établi pour l'atelier d'ensachage.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

L'article 12.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89.A.28.IC du 27 juin 1989 est abrogé et remplacé par :

Les installations devront comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel, judicieusement réparties. Les bâtiments seront dotés de deux issues opposées si la distance à parcourir pour atteindre l'issue principale est supérieure à 25 mètres.

Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel.

Un exercice d'évacuation aura lieu tous les six mois.

Article 7 – VENTILATION DES CELLULES

L'article 12.20 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89.A.28.IC du 27 juin 1989 est complété comme suit :

L'atelier se divise en 2 rangées de 3 cases de sections carrées de 30 mètres. L'organisation au sein du bâtiment est conforme au plan disponible en annexe 1.

Le bâtiment est pourvu d'une ventilation statique en pignon et de dispositifs de désenfumage à ouvertures manuelles depuis l'extérieur. Les dispositifs sont adaptés aux risques.

La fermeture des exutoires s'effectue depuis les commandes accessibles au sol à l'extérieur du bâtiment.

Des ouvertures de 25 m² entre cases et vers l'extérieur permettent l'amenée d'air. Elles correspondent aux passages pour la circulation des engins et piétons.

Article 8 – PRÉVENTION ET DÉTECTION DE DYSFONCTIONNEMENT DES APPAREILS EXPOSÉS AUX POUSSIÈRES

L'article 12.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°89.A.28.IC du 27 juin 1989 est complété comme suit :

« Afin de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, les filtres sont équipés d'événements normalisés.

Le conditionnement est découplé en cas d'explosion au niveau du silo. »

Article 9 – AMÉNAGEMENTS

9.1 Aménagement à l'alinéa 4 de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 :

Aucune étude technico-économique n'est attendue.

9.2 Aménagement à l'alinéa 4 de l'article 25 de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

L'exploitant met en place, avant le 1er janvier 2023, une détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à une société de télésurveillance. En cas de déclenchement, la direction de l'établissement est informée par téléphone. Le type de détecteurs est adapté aux produits stockés et l'emplacement des systèmes de détection est judicieusement choisi.

Article 10 – DELAIS ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 11 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de Pogny qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société France Luzerne dont le siège social est situé route de Suippes – CS10149 – Complexe Agricole du Mont Bernard 51000 Châlons-en-Champagne.

Monsieur le maire de Pogny procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le - 1 FEV. 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Emile SOUMBO

